

# “J’entends l’infinie tristesse dans les fermes”

## Régler au plus vite la crise laitière

Entretien Isabelle Lemaire

**Monsieur le ministre, selon l’indice de confiance 2016 de la banque Crelan, le moral des agriculteurs est en berne, principalement à cause de la perte de revenus. Il est donc essentiel de leur donner une bouffée d’oxygène financière ?**

Le baromètre indique qu’on est vraiment dans une situation de crise grave dans les fermes, avec la particularité qu’aujourd’hui, cette crise est longue, profonde et multisectorielle (lait, porc, céréales). Mon message est que les gens puissent correctement gagner leur vie. C’est ce que les fermiers me disent: “On est prêt à travailler, innover, investir, évoluer mais permettez-nous de vendre nos produits à des prix corrects.” La crise prend des accents dramatiques dans certaines situations. Ma conviction est que chacun doit agir, aux niveaux régional, provincial, fédéral et européen.

**Lundi, la Commission européenne a dérogé 500 millions d’euros pour aider les agriculteurs mais on est encore loin d’une mise en œuvre de la régulation de la production de lait.**

La Commission et la majorité des Etats membres ont accepté de financer la régulation. Il y a encore six mois, cette idée, il n’en était pas question. C’est donc un pas d’une importance évidente, même si je considère que c’est une approche qui manque d’ambition et que le levier financier européen est insuffisant. Cette décision, c’est l’embryon de filets de sécurité que nous demandions par rapport au marché. Bien sûr, le marché doit s’exercer et ceux qui plaident pour un repli sur soi au niveau des exportations commettent une erreur coupable capitale car nous vivons de l’exportation. Mais un marché débridé risque d’être destructeur.

**Une réduction des volumes à l’échelle européenne peut-elle se mettre en place**

**pour le début octobre ?**

J’ai eu un entretien avec le commissaire à l’Agriculture et son intention est que le dispositif soit prêt pour la fin septembre. Il y a donc une course contre la montre qui commence maintenant au niveau européen. J’observe que certains grands pays, comme l’Allemagne, réagissent positivement à cette mesure. C’est un signe important. Je compte sur un mouvement des pays pour aller de l’avant. Je n’imagine pas que la plupart des pays fassent des efforts et que quelques autres en tirent profit. Ce serait inacceptable.

**C’est pourtant ce qui risque d’arriver puisque certains Etats sont absolument opposés à toute forme de limitation de la production...**

Oui, comme les Pays-Bas, le Danemark et l’Irlande. Mais je note qu’en Irlande, la chute des prix est de 23 % par rapport à 2015 et de 40 % par rapport à 2014.

Un deuxième élément est qu’on enregistre, ces dernières semaines, un tassement voire une diminution de la production en Belgique. A l’exportation, nos chiffres sont globalement bons. Avec tous ces éléments, ce mécanisme doit réussir.

**La Belgique est prête à l’appliquer ?**

Ce sont les Régions qui vont piloter la régulation et l’on pourrait d’ailleurs avoir des positions différentes en la matière. Je rappelle que nous avons plaidé pour une régulation volontaire de la production. Je vois donc mal une non-application du dispositif, même si nous n’avons pas obtenu toutes les

compensations financières souhaitées.

**Les libéraux avaient voté la levée des quotas laitiers. Etait-ce une erreur ?**

Je voudrais rappeler qu’à l’époque, tous les pays, sauf un, l’avaient soutenue et toutes les familles politiques, en ce compris celle de certains ministres qui aujourd’hui s’expriment (je pense notamment au PPE).

Au lieu de tenter de faire un mauvais procès au passé, je préfère mettre mon énergie à construire l’avenir. En politique, j’essaie d’être offensif et réaliste plutôt que d’être dans la communication, dans l’incantation et que le dossier n’avance pas d’un millimètre. Nous avons réussi à faire bouger les lignes et, pour l’avenir, cela aura beaucoup de répercussions. Celui qui prétend aujourd’hui avoir la capacité de rétablir les quotas, je le mets au défi de m’expliquer comment il va y arriver, parce qu’il n’y a pas et il n’y aura pas de majorité des pays ni à la Commission pour cela.

*“Celui qui prétend aujourd’hui avoir la capacité de rétablir les quotas laitiers, je le mets au défi de m’expliquer comment il va y arriver, parce qu’il n’y a pas et il n’y aura pas de majorité des pays ni à la Commission pour cela.”*

WILLY BORSUS

**La Politique agricole commune (Pac) a-t-elle encore un sens ?**

Oui, bien sûr, car elle représente des volumes budgétaires importants; elle apporte des éléments de revenus garantis aux agriculteurs et elle permet de reconnaître les autres missions de l’agriculture (environnementales, paysagères...). On va entamer l’exercice d’évaluation de la Pac et une réflexion sur la Pac post-2020. Il y aura beaucoup de questions, sur la taille des exploitations, sur le type d’agriculture qu’on veut soutenir et le type de financement...

• A deux jours de l’ouverture de la Foire de Libramont, Willy Borsus annonce des aides aux agriculteurs.

• Le ministre fédéral MR de l’Agriculture revient sur la régulation de la production de lait en Europe.

• Et sur la crise du secteur en général.

## Épingle

### Aides financières aux agriculteurs

Willy Borsus annonce trois nouvelles mesures de soutien au secteur agricole.

#### Cotisations au fonds sanitaire.

“Cette mesure, qui vient de passer au gouvernement, vendredi, représente 7,7 millions d’euros. Nous avons décidé de l’exonération totale des cotisations pour le secteur porcin et de la réduction de 47 % pour le secteur bovin.”

**Cotisations sociales.** “Je viens de reconduire toutes les facilités de

paiement des cotisations sociales. La première possibilité est le report sans charge et sans frais jusqu’à une année du paiement des cotisations à juin 2017. La deuxième, c’est la reconnaissance de secteur en crise et donc la possibilité de diminuer ses cotisations sociales de façon simplifiée. La troisième, c’est obtenir une exonération des cotisations, pour les situations les plus graves, avec une entreprise lourdement en difficulté.”

**Crédit d’impôt.** “C’est une initiative de six parlementaires de la majorité. Le texte devrait être adopté, ce mercredi, au Parlement.

Il vise à toucher tous les indépendants qui sont au forfait, dont les agriculteurs, et qui gagnent moins de 21 520 euros par an. Ils pourront bénéficier d’un crédit d’impôt jusqu’à 670 euros par an.”

## “Mon combat, c’est de ramener des perspectives et de les ramener vite”

**Si les prix payés aux producteurs ne sont pas rémunérateurs, n’est-ce pas aussi de la responsabilité de la distribution ainsi que des consommateurs, qui ne sont pas forcément prêts à payer plus cher pour du lait ou de la viande? N’est-il pas temps de mettre un peu plus la pression sur la grande distribution?**

Beaucoup de consommateurs se disent prêts à payer un peu plus pour avoir des produits de qualité et de proximité. Mais ils ne veulent pas être les seuls à faire un effort. Les acteurs de la distribution soulignent qu’ils sont soumis à une très forte concurrence venant de l’étranger. Dans les “négociations chaîne”, mon but est de faire mûrir la relation avec les producteurs. Pour avoir cette maturité, il faut travailler au niveau national mais aussi à l’europeen et des travaux sont en cours. Dans une négociation commerciale, si le prix est écrasé, cela veut dire que quelqu’un a été

écrasé dans le processus. Le plus souvent, il s’agit du producteur. Je veux une relation qui soit plus juste. Il faut ramener de l’espoir dans les fermes, dans nos campagnes.

**Une filière agricole particulièrement rémunératrice et qui devient une tendance lourde chez les consommateurs, c’est le bio. Faut-il la soutenir davantage?**

Sur le constat, c’est exact. Il y a déjà une série d’aides régionales. J’ai lu récemment des déclarations “tout au bio dans dix ans”. Je pense que ce n’est pas réaliste. La filière bio se développe et doit continuer à se développer mais je la soutiens comme je soutiens d’autres formes d’agriculture. Ma vision de l’agriculture a toujours été de dire que je respecte les diverses formes qu’elle prend.

L’agriculture a besoin de cette diversité.

**Y compris de l’intensif?**

Oui, dans le respect de l’ensemble des règles, des normes sur les pesticides, du bien-être animal. Il ne faut pas que l’agriculteur “classique” devienne subitement une sorte de paria.

**La Foire de Libramont s’ouvre vendredi, dans un contexte un peu houleux, avec des actions de protestations prévues par le syndicat laitier Mig. Qu’avez-vous à**

**dire au monde agricole belge?**

Que je comprends son désespoir, que j’entends l’infinie tristesse dans les fermes aujourd’hui. Mon combat, c’est de ramener des perspectives et de les ramener vite. Et j’y arriverai.

**“Je veux une relation qui soit plus juste entre les producteurs et la distribution.”**